

LU POUR VOUS Statines et mémoire: une nouvelle étude rassurante

Les statines sont l'une des classes médicamenteuses les plus prescrites au monde et leur effet sur la réduction de la mortalité cardiovasculaire n'est plus à démontrer. Toutefois, leur potentiel impact négatif sur la mémoire soulève des inquiétudes auprès des consommateurs, et ce malgré plusieurs essais rassurants qui n'ont pas retrouvé d'association entre la prise d'une statine et la

survenue d'une altération des fonctions cognitives. Une vaste étude observationnelle prospective a inclus 1037 Australiens vivant dans la communauté, âgés de 70 à 90 ans avec un MMS \geq 24. De ces sujets, 642 prenaient régulièrement des statines contre 395 qui n'en avaient jamais utilisées. Des batteries de tests neuropsychologiques ont été réalisés tous les 2 ans tout comme la mesure par IRM des

volumes cérébraux en lien avec la mémoire dans un sous-groupe de 526 personnes. Les statines utilisées étaient la pravastatine, l'atorvastatine et la simvastatine. La durée moyenne de prise de statine à l'inclusion pour les utilisateurs était de 9 ans (\pm 7 ans). Les analyses ont été ajustées pour les différents facteurs de risque connus de la démence (âge, sexe, éducation, maladies cardiaques, HTA, tabagisme, ApoE ϵ 4). Après un suivi de 6 ans, il n'y avait pas de différence en termes de mémoire ni de fléchissement des capacités cognitives globales des utilisateurs de statines comparés aux non-utilisateurs. De même, aucune différence de volume cérébral n'a été relevée entre les deux groupes de patients.

Commentaire: La crainte de développer des pertes de mémoire sur prise de statine met parfois en

péril l'acceptation du traitement et l'adhésion thérapeutique. Son interruption à l'échelle d'une population représente potentiellement des milliers d'années de vie perdues en bonne santé, qui plus est pour de mauvaises raisons. Ces inquiétudes infondées devraient être activement investiguées lors des consultations de contrôle ou avant de débiter un traitement par statine et les patients devraient être rassurés sur l'innocuité de cette classe thérapeutique au le plan cognitif.

Dr Robin Chenal
Unisanté, Lausanne

Coordination: Dr Jean Perdrix,
Unisanté (jean.perdrix@unisanté.ch)

Samaras K, et al. Effects of Statins on Memory, Cognition, and Brain Volume in the Elderly. *J Am Coll Cardiol* 2019;74:2554-68.

**POINT DE VUE****CORONAVIRUS: DR LI WENLIANG, LANCEUR D'ALERTE, HÉROS ET MARTYR**

JEAN-YVES NAU
jeanyves.nau@gmail.com

Les épidémies ont parfois leurs lanceurs d'alerte, leurs héros, voire leurs martyrs. Le Dr Li Wenliang (1985-2020) réunit aujourd'hui ces trois fonctions. Directement confronté, il y deux mois en Chine, à l'émergence de l'actuelle épidémie d'un nouveau coronavirus, ce médecin vient de mourir, à 34 ans, des conséquences de l'infection contre laquelle il avait tenté d'alerter.

Li Wenliang commence ses études de médecine en 2004, à l'Université de Wuhan. Diplômé en 2011, il exerce bientôt en tant qu'ophtalmologiste à l'hôpital central de cette ville. C'est là que, le 30 décembre 2019, il alerte ses collègues quant à l'infection virale dont sont atteints plusieurs patients. Il a observé que sept personnes travaillant sur le marché aux animaux de la ville sont touchés. Pour lui, l'hypothèse d'un coronavirus du type de celui du SRAS

est alors hautement plausible. Ses échanges, via la messagerie WeChat, avec ses confrères sont de ce point de vue éloquent.

Or, paradoxalement, ce sont ces échanges qui vont alerter les «surintendants» de son établissement hospitalier. Le 3 janvier, la police de Wuhan le met en garde pour «avoir fait de faux commentaires sur Internet». Et les policiers lui demandent de signer une lettre d'avertissement «reconnaissant qu'il «perturbe l'ordre social».» Selon le procès-verbal de cet interrogatoire, il lui est demandé de «cesser ces actions illégales» sous peine d'«être poursuivi par la loi».

Extrait édifiant de ce document: «Votre action va au-delà de la loi. Vous envoyez des commentaires mensongers sur Internet. La police espère que vous allez collaborer. Serez-vous capable de cesser ces actions illégales? Nous espérons que vous allez vous calmer, réfléchir, et nous vous mettons sévèrement en garde: si vous insistez et ne changez pas d'avis, si vous continuez vos activités illégales, vous allez être poursuivi

par la loi. Comprenez-vous?»

Cinq jours plus tard, il contracte le coronavirus à l'hôpital en soignant un patient infecté; développe bientôt une fièvre et une toux qui s'aggravent rapidement. Le 12 janvier, il est admis aux soins intensifs, placé en quarantaine. En raison d'une pénurie de kits de test pour le nouveau coronavirus, le diagnostic définitif de son infection n'est posé que le 1^{er} février. Plusieurs de ses collègues et membres de sa famille sont également infectés. Le Dr Li Wenliang meurt le 6 février. Il était père d'un enfant de 5 ans. Son épouse, enceinte, serait également infectée par le virus, ainsi que ses parents.

Deux semaines avant sa mort, une des sommités médicales du pays, Zhong Nanshan, reconnaissait que le virus était transmissible entre humains. Le même jour, le président chinois Xi Jinping lançait l'alerte et mobilisait le pays. Le 28 janvier, un juge de la Cour suprême chinoise estimait que certes l'épidémie n'était pas liée au virus du SRAS, mais que l'information délivrée

par Li Wenliang (et sept autres personnes) «n'était pas fabriquée de toutes pièces» et qu'elle aurait dû être tolérée. «Ça aurait été une bonne chose que le public se fie à cette rumeur, commence à porter des masques, prenne des mesures pour se protéger et évite le marché aux animaux sauvages de Wuhan», écrit ce juge.

Le 29 janvier, la police de Wuhan tentera de se justifier, affirmant que les huit personnes initialement «interrogées» n'avaient pas été arrêtées mais seulement «convoquées pour une discussion».

Le 30 janvier, le *Global Times* allait plus loin dans la réhabilitation. Affirmant que ces personnes avaient bien été «brièvement détenues», le journal donnait la parole à Zeng Guang, chef épidémiologiste du Centre chinois pour la prévention et le contrôle des maladies. Celui-ci estimait que «rétrospectivement, nous devrions vivement les féliciter. Ils ont été clairvoyants avant le déclenchement de l'épidémie».

«L'annonce de sa mort a immédiatement provoqué une avalanche de commentaires sur les réseaux sociaux. Certains ont publié simplement la flamme d'une bougie sur leur profil WeChat, d'autres ont osé des critiques frontales, appelant à la démission des officiels locaux. Mais il est rare de voir des commentaires aussi unanimes dans le pays» observent les correspondants du *Monde* en Chine.¹ On peut le dire autrement: la mort du Dr Li Wenliang a soudain pris une dimension politique nationale et internationale. Elle nourrit et amplifie une contestation hier rampante, aujourd'hui montante. Des millions de Chinois ont ainsi pu, via leurs réseaux sociaux, dire leur émotion, exposer leurs frustrations, exprimer leurs critiques.

En écho, l'ONG Human Rights Watch (HRW) accuse Pékin de faire taire les critiques sur la riposte chinoise à l'actuelle épidémie. Le directeur de HRW, Kenneth Roth, a notamment dénoncé l'«élimination» de rapports sur le virus en Chine au cours des premiers jours de l'épidémie. «L'heure est à la transparence totale, même si elle est embarrassante, car la santé publique doit passer avant la préservation d'un pouvoir politique particulier. Malheureusement, ce n'est pas l'approche de Pékin», a-t-il ajouté.

Jusqu'à l'OMS qui s'est dite «profondément peinée par le décès du Dr Li Wenliang. Nous avons tous besoin de célébrer le travail qu'il a accompli». On observera ici que le 28 janvier, le directeur général de l'OMS, en déplacement à Pékin, s'était félicité de la «transparence» et de

la «rapidité» de la réaction des autorités chinoises face à cette crise, sans un mot pour ces médecins qui ont eu le tort d'avoir eu raison trop tôt et dont l'arrestation n'a pu qu'inciter les autres professionnels de la santé à se taire. Si les autorités chinoises les avaient écoutés, trois semaines décisives auraient été gagnées dans la lutte contre le coronavirus.

«Certes, les autorités centrales ont annoncé l'envoi à Wuhan d'une équipe de la Commission nationale de supervision,

l'organe suprême de tutelle de la fonction publique, créé en 2018, pour mener une «enquête approfondie» sur les questions soulevées par le public autour du décès du médecin, éditorialise *Le Monde*. Cette manœuvre d'un autre temps se traduira par des punitions exemplaires envers quelques

officiels.

Reste le temps présent. La veille de la mort du Dr Li Wenliang, l'administration chinoise qui gère le cyberspace a publié une nouvelle directive renforçant son contrôle sur les réseaux sociaux. Les grands groupes Internet chinois font désormais l'objet d'une «supervision spéciale». Ordre est donné de contrôler encore davantage les discussions sur le coronavirus – ainsi que d'autres sujets «sensibles» comme le Parti communiste.

Au même instant WeChat, l'un des principaux réseaux sociaux chinois fermait de nombreux comptes accusés de «répandre des fausses rumeurs». Où est la trans-

parence saluée à Genève par la direction générale de l'OMS? Et comment ne pas ici songer au «1984» d'Orwell? Tout se passe comme si les mensonges du SRAS, n'avaient jamais (ou très incomplètement) été appris. Tout se passe comme si (mêmes causes, mêmes effets) le Parti communiste chinois entendait continuer à détenir le monopole de l'information. Coûte que coûte.

Dans toute la Chine, des médecins continuent de recevoir des «avertissements» pour avoir répandu des «fausses rumeurs». C'est une mauvaise nouvelle pour les intéressés, pour les Chinois, mais aussi pour la communauté internationale. «Tant qu'il n'aura pas entrepris ce changement réclamé par une bonne partie de la société chinoise, le pouvoir à Pékin ne pourra se prévaloir, comme il a l'audace de le faire, de contribuer à la santé du monde, conclut l'éditorialiste du *Monde*. Sans liberté de l'information, il n'y a pas de santé publique durable. La Chine n'en prend pas le chemin.»

Reste que, sur ce chemin, peut se lever un lanceur d'alerte, héros et martyr/ Dr Li Wenliang: on se souviendra de son nom. Et de son commentaire sur le sort qui lui a été réservé: «La vérité est plus importante que la justice».

¹ Lemaître F, Leplâtre S, Emotion en Chine à l'annonce de la mort du docteur Li Wenliang, lanceur d'alerte sur le coronavirus *Le Monde*, 6 février 2020.

L'HEURE EST À LA TRANSPARENCE TOTALE, MÊME SI ELLE EST EMBARRASSANTE



© istockphoto/Samara Heisz